

<http://www.pressegauche.org/Travailler-lutter-protéger-un-tour-du-monde-de-la-situation-des-droits-des>



Travailler, lutter, protéger : un tour du monde de la situation des droits des travailleurs en 2018



- International - Le Monde -
Date de mise en ligne : lundi 18 juin 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Chaque année depuis cinq ans, l'[Indice CSI des droits dans le monde](#) répertorie les atteintes à la liberté d'expression, à la liberté syndicale, au droit de grève, mais observe aussi de près les évolutions législatives, qu'elles soient positives ou négatives pour les travailleurs à travers le monde. Il dresse ainsi un portrait annuel à l'échelle mondiale du monde du travail, si divers et toujours en mutation, et trace des tendances, influencées par les enjeux politiques et économiques contemporains.

Tiré de [Equal Times](#).

Publiée par la Confédération syndicale internationale (CSI), qui compte 331 organisations affiliées, l'édition 2018 pointe tout d'abord le fait que l'espace démocratique disponible pour les travailleurs se réduit dans un grand nombre des 142 pays qui ont été pris en compte dans ce rapport. « Plusieurs pays démocratiques ne parviennent pas à garantir le droit de la population de s'organiser, de dénoncer et d'agir », explique la secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow.

« Comme en 2017, un nombre important de manifestations publiques ont été soit interdites, soit gravement réprimées par les autorités qui ont procédé à des arrestations systématiques de travailleurs et de syndicalistes, alors que d'autres ont été suivies de vagues de licenciement comme mesures de représailles ».

Ce fut par exemple le cas en Égypte, où comme le [raconte pour Equal Times la journaliste égyptienne Deena Gamil](#), « la contestation sous toutes ses formes - y compris les grèves - a fait l'objet d'une répression systématique », depuis l'accession au pouvoir du président Abdel Fattah al-Sissi, en 2014. « Les actions syndicales récentes se sont systématiquement déroulées au milieu d'une atmosphère de peur », ajoute-t-elle. L'Égypte fait d'ailleurs partie des dix pays dans lesquels la condition des droits des travailleurs est jugée la pire au monde, au côté de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Cambodge, de la Colombie, du Guatemala, du Kazakhstan, des Philippines et de la Turquie.

Lutter pour le respect des droits

Ainsi au Bangladesh, malgré les promesses faites après la catastrophe du Rana Plaza, la [situation est encore loin d'être décente pour les travailleuses du textile](#). Au Kazakhstan, [des syndicalistes ont été arrêtés et des syndicats dissous](#) par la justice, tandis que la répression sévit également en Turquie. « Le gouvernement a activement empêché l'organisation de 13 grèves importantes depuis que le parti dirigeant est arrivé au pouvoir en 2002, dont cinq sous le coup de l'état d'urgence », rappelle le journaliste turc Ç1nar Kiper, qui ajoute dans son article « [Loin des yeux, loin du coeur, les travailleurs invisibles de la Turquie](#) » que « le manque d'intérêt manifesté par les médias pour les histoires qui ont trait aux travailleurs est directement lié au fait que le gouvernement n'a aucune envie de les écouter ». Enfin, en Arabie saoudite, c'est principalement la [condition des travailleurs migrants qui demeure très préoccupante](#).

La liberté d'expression des travailleurs et de leurs représentants et leur droit de manifester ou d'entrer en grève sont régulièrement entravés par les gouvernements ou les entreprises.

« Le droit des travailleurs d'entreprendre une action de grève est reconnu dans pratiquement tous les pays du monde. Ce droit est même consacré par la Constitution nationale de quelque 90 pays. » [rappelle](#), pour sa part, le

président adjoint de la CSI, Karl-Petter Thorwaldsson. Et pourtant, d'après l'Indice CSI des droits dans le monde, au cours de l'année 2017, des atteintes au droit de grève ont été constatées dans 87 % des pays recensés.

Des pratiques antisyndicales se répandent de plus en plus, notamment de la part de géants comme [Samsung en Corée du Sud](#), tandis que la négociation collective se révèle être de plus en plus compliquée. En Europe, 58 % des pays n'ont pas respecté les conditions d'exercice de ce droit, rappelle le rapport.

Un des faits préoccupants est la hausse des violences physiques par rapport au précédent rapport. Dans de nombreux cas, la Justice a du mal à faire condamner les auteurs des violences. Un grand nombre de syndicalistes ont ainsi été arrêtés, ont subi des violences, voire ont été assassinés (par exemple, en Colombie).

Le Moyen-Orient et l'Asie parmi les régions les plus à risque

La CSI établit un classement afin d'évaluer quels sont les régions et les pays les plus à risque. Mais elle met également en avant quelques cas particuliers de pays dans lesquels la situation a été particulièrement préoccupante lors de l'année écoulée, soit parce que les régimes politiques deviennent plus autoritaires (Algérie, Biélorussie, Égypte, Turquie), soit parce que les gouvernements ont fait passer des lois remettant en question des droits acquis des travailleurs, [comme ce fut le cas au Brésil](#), mais aussi en Chine et en Indonésie.

Le Moyen-Orient et l'Asie figurent parmi les régions qui récoltent le plus de mauvais points, ce qui les place, avec l'Afrique du Nord, en haut du classement des zones où les travailleurs sont les plus menacés. Outre les pays déjà cités, tels que l'Arabie saoudite ou l'Égypte, les pays en proie à des conflits dans la région, comme la Syrie, le Yémen ou la Libye, connaissent du même coup un déni absolu des droits. [Pour les Palestiniens également, la situation demeure compliquée](#) du fait de l'occupation et du conflit avec Israël. Par ailleurs, c'est également dans ces pays qu'on enregistre le plus grand nombre d'atteintes aux droits des travailleurs domestiques, comme dans les [pays du Golfe](#) ou au [Liban](#).

En Iran, un [journaliste raconte pour Equal Times](#) que « les syndicats indépendants sont interdits, les employés des entreprises publiques doivent attendre des mois pour leurs salaires, les salariés du secteur public sont astreints à des conditions de travail précaires et quand des syndicats osent revendiquer leurs droits, ils sont muselés d'une main de fer. »

En Asie, on observe de nombreuses [violations des droits de travailleurs dans le secteur du textile](#) et dans les [chaînes d'approvisionnement en général](#).

Le Cambodge figure parmi les pays les plus préoccupants de la région. Ainsi en 2017, Equal Times exposait le grand nombre d'[évanouissements de masse dans les usines surchauffées et polluées du pays](#).

Dans les pays africains, les travailleurs subissent des violences physiques et les syndicats ont encore du mal à venir en aide. Par ailleurs, la formation de syndicats indépendants est rendue difficile dans certains pays comme la Somalie où [les travailleurs syndiqués sont victimes de persécutions](#), mais tentent de s'organiser toutefois, comme en [Ouganda](#).

Quand les entreprises et les gouvernements ne jouent plus le jeu

Le rapport sur les droits des travailleurs souligne un deuxième grand aspect préoccupant en 2018 dans le fait que le pouvoir d'influence des grandes entreprises s'accroît et qu'il ne rencontre que peu de système de contrôle. «

L'influence des entreprises et des investisseurs étrangers sur l'adoption de réformes régressives de la législation du travail est encore plus palpable en 2018. Dans de nombreux pays, le dialogue social tripartite a été contourné et les droits des travailleurs ont été sérieusement affaiblis », peut-on ainsi y lire.

Des entreprises comme Samsung ou Amazon sont ainsi pointées du doigt. Pour cette dernière, dont la logique économique repose sur la rapidité de la livraison, il s'agit de modifier les règles du travail : « Le poids de l'augmentation de la productivité pèse principalement sur le temps de travail, et donc sur les travailleurs, dont les performances sont constamment surveillées afin de trouver de nouvelles solutions pour réduire les temps et coûts de production », explique Andrea Iossa dans « [Le travail selon Amazon](#) ».

En Indonésie, les [travailleurs de l'huile de palme ont entamé une bataille contre le géant de l'alimentation PepsiCo](#), où « les travailleurs et leurs familles sont payés des salaires illégalement bas, qu'ils sont exposés à des pesticides dangereux et qu'ils sont régulièrement confrontés à de mauvais traitements », d'après le journaliste Nithin Coca.

Enfin, le rapport rappelle qu'un grand nombre de travailleurs aujourd'hui ne bénéficient pas de protection légale, ni de moyens pour se défendre.

C'est le cas de nombreux travailleurs domestiques, notamment au Moyen-Orient et dans la péninsule arabique, des travailleurs de l'économie informelle qui sont plus de 2,5 milliards, principalement en Asie et en Afrique, mais aussi de tous travailleurs précaires, intérimaires, saisonniers ou indépendants d'Europe ou d'Amérique du Nord.

On dénombre ainsi en Europe [neuf millions de professionnels indépendants](#) qui « travaillent pour des clients » au lieu d'« avoir un emploi ». Ainsi, la révolution numérique rend incertain l'avenir de millions d'emplois. « Le travail en ligne, phénomène de plus en plus répandu, apporte flexibilité et indépendance, mais aussi une incertitude, une précarité et une absence de droits des travailleurs », comme le détaille Esther Ortiz dans un [article sur la quatrième révolution industrielle](#) pour Equal Times.

Pour conclure ce tour d'horizon sur une note plus positive, il est nécessaire de rappeler que des améliorations ont également été constatées dans certains pays. Ainsi l'Islande s'est attachée à [améliorer l'égalité salariale entre les hommes et les femmes](#). Au Canada et en Nouvelle-Zélande, les droits des travailleurs ont également été protégés par de nouvelles lois.

« La difficulté à laquelle se heurtent les pays est de gouverner pour les individus - et non pour défendre les intérêts des entreprises -, d'établir des lois qui respectent les normes internationales du travail et de laisser l'espace démocratique ouvert pour donner aux travailleurs la possibilité de s'exprimer dans leur communauté et au travail. » résume Sharan Burrow. « Sans cela, nous risquons de vivre dans un monde fracturé où personne ne se sent en sécurité. »